

## Communiqué de presse du collectif Perce-Frontières

# Accueil des personnes en exil : entre mensonges et imposture

## Deux ans de luttes pour réveiller les autorités

L'incendie meurtrier du foyer des Tattes en novembre 2014 et la lettre du collectif Stop Bunkers du 26 janvier 2015 ont impulsé un large mouvement de lutte contre la politique d'immigration et d'accueil menée à Genève et en Suisse. Il a notamment rendu visibles les conditions de vie indignes, notamment d'hébergement, des personnes en exil et il a obligé les autorités à partager ce constat et à s'engager pour les améliorer.

## Les promesses de Mauro Poggia... et les faits

Lors du mouvement No Bunkers durant l'été 2015, le conseiller d'Etat Mauro Poggia avait publiquement affirmé que la fermeture des bunkers était prévue pour la fin 2016. Or à l'heure actuelle, près de 400 personnes dorment encore sous terre dans des conditions désastreuses. Les deux seuls projets d'accueil importants qui ont vu le jour, à savoir la rénovation du foyer Frank-Thomas et l'ouverture du foyer Appia, sont des victoires obtenues par le mouvement après des mois de lutte. Aujourd'hui, M. Poggia repousse une potentielle fermeture des abris PCi à la fin 2018 tout en revenant sur son engagement de reloger les ancien.ne.s habitant.e.s du foyer Frank-Thomas. Le foyer Appia fermera en 2017, et ses quelques 160 places – obtenues au prix d'une grande promiscuité et de conditions de vie dégradantes pour ses habitants – disparaîtront sans rien pour les remplacer. Ainsi, ce ne sont pas moins de 560 places que l'Etat doit rapidement créer afin de loger les futurs expulsés et les habitants des bunkers.

## Passivité ou gestion répressive de la migration ?

En 2015, nous dénoncions le manque d'anticipation des autorités. Deux ans plus tard, il faut se rendre à l'évidence que l'inaction en matière d'accueil et de logement s'appuie sur le projet d'une politique d'immigration pénale et répressive. Le démantèlement des structures d'hébergement après la signature des accords de Schengen/Dublin s'appuyait sur la politique illusoire et mensongère de l'UDC d'un arrêt de l'immigration. La prochaine construction du nouveau centre de départ – euphémisme pour centre d'expulsion – à Genève à la place du foyer des Tilleuls qui héberge 170 personnes est la nouvelle illusion qui justifie de ne rien faire sur le plan de l'accueil. À tel point que l'on préfère garder des maisons vides, comme celle du 21 C, route de Meyrin déjà vide et occupée en 2015 par le collectif d'occupation du Grütli, plutôt que d'y loger des migrant.e.s. Ce n'est donc pas à un manque d'anticipation auquel nous avons à faire, mais à une passivité volontaire dissimulant mal un racisme institutionnel assumé à l'encontre des personnes en exil.

## Un projet d'accueil carcéral

Le centre de détention de Frambois, la récente prison de la Brenaz 2, le futur centre de départ pour requérant.e.s d'asile débouté.e.s sont les signes exemplaires d'une politique d'accueil carcérale, qui favorise essentiellement les renvois. Rien du côté du logement n'est à mettre en regard des millions dépensés pour des prisons. La détérioration progressive des conditions de vie des migrant.e.s que personne ne semble vouloir enrayer, et dont la nouvelle organisation du foyer rénové de Frank-Thomas risque d'être un exemple, est la conséquence d'un renforcement des aspects sécuritaires et répressifs de la politique migratoire. On en vient à se demander qui de Pierre Maudet ou de Mauro

Poggia dirige réellement le Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé et l'Hospice général.

### **Toc, toc, il y a quelqu'un ?**

S'il y a encore quelqu'un en charge de l'accueil et de l'Hospice général du côté du Conseil d'État, il est nécessaire qu'il donne aujourd'hui des plans précis et budgétés concernant : la fermeture des bunkers, le respect de sa promesse envers les habitant.e.s de Frank-Thomas, et le relogement des 160 habitants d'Appia.

Nous demandons donc :

- La communication publique d'un plan de création de 560 places pour l'accueil des migrant-e-s d'ici à la fin du mois ;
- Un calendrier précis de l'ouverture de ces places d'accueil avec une échéance précise de fermeture des bunkers ;
- La description précise des conditions des places prévues (m<sup>2</sup>/personnes, etc) ;
- La réintégration des habitant-e-s du foyer Frank Thomas dans le foyer rénové dans des conditions meilleures ou égales à celles d'avant les travaux ; et
- L'arrêt immédiat des projets de construction d'un centre fédéral d'expulsion, d'une nouvelle prison et des arrestations à l'Office Cantonal de la Population et des Migrations (OCPM).

Sans réponse à ces demandes et preuves d'un engagement concret, le Conseil d'Etat dans son ensemble, mais plus particulièrement M. Poggia et P. Maudet, montreraient qu'en réalité ils cherchent à dégrader les conditions d'accueil afin de décourager les personnes en exil à rejoindre la Suisse et Genève, et lèveraient le voile sur l'imposture que constitue la politique d'accueil qu'ils prétendent mener.

Le collectif Perce Frontières

Contact : [perce-frontieres@noborders.ch](mailto:perce-frontieres@noborders.ch)

Tel : +41 76 819 78 88